

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 306
LE NUMERO : 2 F 50
20 FB - 1 FS
8 au 21 fév. 1980

Contre le venin belliciste contre l'opium pacifiste

La guerre se rapproche de l'Europe. Depuis la fin des hostilités du second carnage impérialiste, elle n'avait jamais quitté la scène des compétitions inter-impérialistes. Partant de la Corée et du Vietnam, passant par l'immense arc qui va de l'Egypte au Pakistan à travers la péninsule arabique, le Liban et Israël, lançant des ramifications en Afrique, elle s'en vient progressivement et lentement vers cette Europe qui est son arène la plus « naturelle », comme elle est le lieu de rencontre le plus

« naturel » des échanges commerciaux, des transactions financières et des grandes manœuvres politiques.

Il est vrai qu'on n'y entend pas encore le fracas des canons. Mais le bombardement idéologique effectué par les propagandes bellicistes adverses, que les illusions de la « détente » avaient quelque peu atténué, se déchaîne à nouveau comme aux plus beaux jours de la « guerre froide », pilonnant les prolétaires et les semi-prolétaires. Bien sûr, ce sont eux, et eux seuls, qui sont destinés à se faire égorger demain !

Il serait non seulement naïf mais suicidaire de croire que ce bombardement pourrait diminuer peu à peu d'intensité : il est au contraire destiné à s'amplifier. L'expérience de deux massacres mondiaux en moins d'un demi-siècle montre que la guerre se vit toujours deux fois : d'abord et longuement « en esprit », comme disent les bourgeois, idéalistes s'il en fut ; ensuite et plus rapidement dans la chair. C'est seulement de cette façon qu'elle est complète, c'est seulement ainsi qu'elle est rentable.

Pour ouvrir les hostilités « idéologiques » entre les USA et l'URSS il n'y a pas eu besoin de ponts aériens, grands ou petits. Leurs positions respectives étaient toutes prêtes depuis les jours lointains où les Alliés victorieux se sont partagé l'Europe et une bonne partie du monde. Il existe cependant une différence entre cette époque et aujourd'hui. Elle ne tient pas au fait que dans les années 50

et 60 ce sont les USA qui attaquaient, tout en prétendant le faire à contre-cœur, parce qu'ils étaient attaqués ou pour prévenir une attaque, alors que dans les années 70 c'est surtout l'URSS qui attaque sous prétexte d'empêcher ou de repousser l'attaque de l'autre. De toute façon, la comédie de l'agresseur et de l'agressé se joue sur le plan formel, et le marxisme n'a jamais mordu à l'hameçon de la recherche du « coupable » et de l'« innocent » dans les guerres entre Etats comme dans les rapports entre classes.

La différence, il faut la chercher ailleurs. A l'époque, Moscou était encore en mesure d'opposer avec succès — bien qu'avec un succès décroissant — des armes « psychologiques » aux manifestations ouvertes et toujours plus froidement cyniques de l'arrogance et de la domination américaines : d'abord la prétention de défendre et même d'exporter le « socia-

DANS CE NUMERO

- A l'Est comme à l'Ouest, austérité et militarisme
- La perspective du « Front prolétarien » aujourd'hui
- La lutte des cheminots
- La lutte contre la circulaire Beullac
- Vie du Parti

lisme » en se défendant elle-même, et en attaquant pour se défendre ; ensuite, la prétention d'être le champion des « peuples menacés ». Aujourd'hui, la première n'a plus la moindre crédibilité ; et la Russie est en train de détruire le dernier reste

(Suite page 2.)

Intervention en Tunisie

L'ennemi principal
du prolétariat français :
«son» propre impérialisme !

Sans doute est-il trop tôt pour connaître la nature exacte de la Résistance Armée Tunisienne qui s'est affrontée fin janvier à l'armée tunisienne épaulée par l'armée française à Gafsa, et ce n'est d'ailleurs pas le plus important dans cette affaire. Il n'en est pas moins évident que, comme l'écrit *Le Matin* du 1^{er} février, le « mécontentement populaire est la toile de fond des événements de Gafsa ».

Selon ce journal, peu suspect d'opposition envers l'impérialisme français, un témoin explique que les commandos « ont trouvé de l'aide auprès de la population connue pour sa combativité sur le terrain des luttes sociales ». Il faut savoir que Gafsa est un des centres miniers et donc ouvriers les plus importants du pays. Certaines unités de l'armée se seraient mutinées. Les « forces de l'ordre » se sont alors livrées à une attaque en règle de la ville. « Tous ceux qui sont capables de se servir d'un fusil sont suspects. Alors c'est le ratisage, comme au bon vieux temps de la Casbah » (*Le Matin* du 31 janvier). Bilan officiel : 41 tués (dont 22 militaires, 4 insurgés et 15 civils) et 111 blessés.

Quel que soit l'appui qu'aient pu trouver les insurgés de Gafsa auprès du gouvernement libyen, bouc émissaire facile en l'occurrence, il est clair que des coups de tête insurrectionnels sont inévitables dans une situation aussi explosive que celle qui règne en Tunisie et qui tend à s'étendre à tout le Maghreb.

Aussi est-ce sans la moindre hésitation que l'impérialisme français a réagi. Il a immé-

(Suite page 2.)

L'Iran à la recherche de la « non-contradiction »

« A la dialectique des contradictions développée par Marx, j'ai substitué une dialectique de la non-contradiction dans laquelle la religion tient un rôle essentiel » (*Le Matin* du 28-1-1980). C'est dans cette affirmation que réside le programme de Bani Sadr, que le raz-de-marée électoral vient de porter à la présidence en Iran.

« Non-contradiction » avec l'impérialisme américain, assurément. Si Bani Sadr est le champion de la discussion ardue sur le terrain des intérêts économiques avec l'Amérique, il est connu pour s'être opposé aux étudiants qui ont pris en otage les Américains de l'ambassade ; il est disposé à appuyer la révolte afghane par des moyens militaires et n'a pas condamné l'aide américaine en armement pour écraser les Kurdes. Aussi n'est-il pas étonnant que la première initiative américaine soit de lever une partie des sanctions économiques contre l'Iran. Reste à savoir si les velléités d'indépendance économique de la bourgeoisie iranienne pourront longtemps résister à cette « non-contradiction » avec le géant américain.

Mais la « non-contradiction », c'est évidemment avant tout celle entre les classes sociales. Bani Sadr a tout de suite affirmé qu'il laisserait les armes à la population. Il ne peut désarmer tout de suite tout le monde : aussi est-il nécessaire de canaliser les ardeurs vers la haine de la Russie, — cette fois la « non-contradiction » n'est pas de mise ! — ce qui permet en même temps de mener campagne contre le communisme, hypocritement assimilé à l'impérialisme russe. Et là, la religion est un drapeau utile. La religion tient même « un rôle essentiel » pour paralyser la lutte prolétarienne et retarder l'affrontement ouvert des classes. Mais là

(Suite page 3.)

A l'Est comme à l'Ouest, austérité et militarisme

Comme dans les autres pays, la bourgeoisie américaine fait des profits pendant que les travailleurs connaissent l'inflation, le chômage et la baisse du pouvoir d'achat. « A la surprise générale », écrit le *Nouvel Economiste* du 21 janvier, *l'économie américaine est restée très soutenue au dernier trimestre de 1979*. Deux secteurs seulement sont vraiment en crise : l'automobile, dont la production a baissé de 20 %, et le bâtiment. Pour le reste, pas de problème. Les entreprises ont enregistré des « bénéfices exceptionnels ». « Je suis étonné des liquidités dont disposent les sociétés américaines que nous allons voir », a déclaré un banquier français.

Pour les travailleurs, le bilan de l'année est sombre : les salaires ont connu une perte de pouvoir d'achat de 2 à 3 % et six millions d'Américains sont au chômage. Et la situation ne va pas s'améliorer. Les experts prévoient une récession, « courte et pas trop dure » selon l'entourage de la Maison-Blanche. Mais « une récession, même douce, va dégrader sérieusement le marché de l'emploi ; les chômeurs devraient être de 1,5 à 2 millions plus nombreux l'été prochain ». Autre aggravation de la situation : la pression fiscale qui bat déjà le précédent record, atteint pendant la guerre du Vietnam en 1968, « passera de 21 à 22 % du PNB l'année prochaine ». « Les Américains doivent donc s'attendre à une nouvelle baisse de leur niveau de vie », écrit *Le Monde* du 1-2-1980.

La référence à la guerre du Vietnam n'est pas fortuite. Pour la première fois depuis cette guerre les dépenses militaires devraient augmenter de 25 % d'une année sur l'autre. Elles représentent ainsi le quart des dépenses de l'Etat fédéral, soit la bagatelle de 600 milliards de dollars. De plus, Carter s'est

engagé à accroître de 4,5 à 5 % chaque année pendant cinq ans le volume des dépenses militaires. Dans le budget de cette année, que *Les Echos* qualifient déjà de « budget patriotique » la défense est, avec l'énergie, la seule ligne budgétaire en expansion alors que l'ensemble des dépenses est pratiquement stable en monnaie constante. « Nous devons payer n'importe quel prix pour rester la nation la plus puissante du monde », a déclaré Carter dans le message sur l'état de l'Union afin de bien marquer quelle serait l'orientation de la politique américaine au cours des prochaines années.

Le renforcement militaire de l'impérialisme américain pèse ainsi sur les épaules des travailleurs de la nation la plus puissante du monde, appelés eux aussi à se mobiliser et à accepter les sacrifices pour « surmonter la crise ».

Aux Etats-Unis aussi, la bourgeoisie prépare la guerre. Aux Etats-Unis aussi, le prolétariat doit préparer la révolution.

★

« 1979 est l'année la plus difficile que nous ayons traversée depuis cinq ans ». Cette déclaration de Brejnev à la dernière session du Soviet suprême, assez inhabituelle par le ton, traduit bien un bilan économique préoccupant, écrit B. Kerblay dans le numéro du 25 janvier de *l'Expansion*, avant de poursuivre :

« L'année 1980 commence non seulement avec des disponibilités céréalières réduites — 48 millions de tonnes en moins par rapport à la récolte de 1978, — mais surtout avec la stagnation, pour la première fois depuis la

fin de la guerre, de la plupart des produits de base : l'inexécution du plan de production d'électricité, de pétrole, de charbon, de laminés, de papier, d'engrais, etc. Jamais le taux de croissance n'est tombé aussi bas : 2,2 % en 1979, contre 4 % l'année précédente. Les retards cumulés sont déjà suffisamment importants pour que, malgré les dépenses d'investissements supplémentaires engagées en 1980, on puisse prédire l'échec du X^e Plan quinquennal 1976-1980.

Aux raisons habituelles de ces difficultés — manque de main-d'œuvre, faible productivité, retard des mises en activité de capacités nouvelles, propagation trop lente des innovations — s'ajoute en 1979 un goulot d'étranglement majeur dans le domaine des transports. Déjà en 1978, la crise des transports était apparue à l'horizon ; elle s'est exacerbée, notamment en raison des transports prioritaires de l'armée vers les pays d'Asie centrale. »

En URSS aussi l'heure est aux économies, économies d'énergie, économies financières — les versements effectués par les entreprises au titre de la Sécurité sociale vont être relevés, au détriment bien sûr des travailleurs — et à l'appel aux sacrifices. Toujours à la dernière session du Soviet suprême, Brejnev a demandé une discipline plus rude dans le travail.

L'ennui est que la classe ouvrière est déjà soumise à une rude épreuve. L'URSS se classe déjà au dernier rang des pays de l'Est pour la consommation de viande (57 kilos par habitant contre plus de 80 en Pologne, en RDA et en Tchécoslovaquie). Brejnev lui-

(Suite page 2.)

Contre le venin belliciste, contre l'opium pacifiste

(Suite de la page 1)

de crédibilité et donc d'efficacité de la seconde. Elle en arrive ainsi à laisser le monopole absolu de l'arme « psychologique » à une Amérique qui la maîtrise à fond et qui se présente depuis plus d'un siècle comme le « sauveur » non seulement des valeurs de la civilisation chrétienne occidentale, mais de l'humanité en général.

L'histoire de la société bourgeoise produit des retournements étranges. L'Amérique sort de la « grande lessive » du Watergate, remplace la sagesse historique et diplomatique de Kissinger par les cahuettes de Carter pour brandir le drapeau de l'Idée, pour redonner éclat et virginité aux Tables sacrées mais défraîchies des Droits de l'Homme et du Citoyen, de la Liberté des individus et des peuples, de l'Egalité des personnes et des Etats, de la Fraternité entre les hommes et les nations. Dans la même mesure, mais inversement, la Russie crache ses derniers arguments « idéologiques » et ne parvient plus à chanter un air original ; elle en est réduite à envoyer dans le monde — et même dans le « Tiers-Monde », lieu de ses triomphes passés — ses chars, ses cuirassés et ses missiles *tels quels* ; elle n'arrive plus à les envelopper dans un drapeau, sinon celui (utilisé à propos de l'Afghanistan) des brigands colonialistes et impérialistes de toujours : la prétendue « mission civilisatrice », ce lourd « fardeau de la nation blanche » qui a le devoir de sauver les pays plus arriérés de la misère et de la barbarie, et de les nourrir à sa mamelle abondante après les avoir écrasés à coups de canon.

A la fin de la seconde boucherie mondiale, les marxistes se trouvaient devant la tâche de combattre de toutes leurs forces les deux — ils n'étaient que deux — groupements de propagande organisés en vue d'une future mobilisation de guerre et, entre-temps, d'une sainte alliance commerciale, financière, diplomatique et, évidemment politique. L'un, qui avait son siège central à la Maison-Blanche, chantait les splendeurs de la démocratie dans la version robuste et optimiste de l'« American way of life », de la libre entreprise

comme voie obligatoire vers la « société de consommation ». L'autre, dont le siège central était au Kremlin, glorifiait les splendeurs du « socialisme dans un seul pays », présenté comme base de départ pour une prolifération de variantes nationales du modèle stalinien de l'économie « socialiste »... de marché. Aujourd'hui, la trompette « socialiste » sonne si faux à Moscou que même un Souslov, super-découragé et superstipendié comme expert en « marxisme », n'oserait pas l'emboucher ; le violon démocratico-national-révolutionnaire laisse pendre ses cordes au son naguère si pathétique ; et pour ce qui est de la grosse caisse libérale-démocratique, Brzezinski et ses collègues ont de quoi battre haut la main les officiels soviétiques.

Il pourrait sembler que la tâche des communistes révolutionnaires s'en trouve simplifiée : des deux côtés du « rideau de fer », ils n'ont plus à démolir que l'édifice mensonger des « droits de l'homme » présenté comme un patrimoine pour la défense duquel il faut sacrifier la vie de millions de prolétaires et semi-prolétaires préalablement drogués et enivrés de « principes éternels ». Les choses ne sont pas si simples.

Comme nous n'avions pas eu de mal à le prévoir il y a trente-cinq ans, la dynamique de l'accumulation capitaliste a repris à un rythme vertigineux sous l'impulsion de la reconstruction. Ce fait a modifié le tableau d'un monde dont les superpuissances se partageaient la domination exclusive, et redonné force et vigueur à d'autres « locomotives », anciennes ou nouvelles ; d'une part elles sont avides d'indépendance *relative* face aux supergrands, mais encore incapables de la réaliser, d'autre part elles sont déjà suffisamment fortes pour pouvoir exercer *au moins* un chantage à l'indépendance. Ce processus objectif et basement matériel s'est accompagné — en retard comme c'est toujours le cas des processus « idéaux » — d'un autre, plus subtil, moins visible et par là-même *encore plus insidieux*, de préparation « psychologique » au conflit.

Ce processus trouvait et trouve son terrain d'élection en Europe, une Europe qui n'aspire pas tant à jouer un rôle autonome *actif*, auquel elle sait ne pou-

voir prétendre, qu'à ne pas faire *passivement* les frais du heurt des deux colosses dont elle dépend d'une façon ou d'une autre. Il ne se manifeste pas comme une croisade pour la guerre, mais comme une *croisade pour la paix*. Son emblème, c'est celui de la *détente*, de la coexistence pacifique, des échanges équitables et raisonnables, du *désarmement* : l'emblème qui fut celui des Khrouchtchev et des Kennedy et ne peut plus être celui des Brejnev et Carter, mais que les Schmidt, les Giscard et les Ceausescu voudraient bien brandir à leur tour, et à leur suite les Etats et les partis, les politiciens et les journalistes bourgeois, d'autant plus riches en ambition qu'ils sont pauvres en ressources et privés d'influence.

L'histoire du mouvement ouvrier montre que ce *deuxième front de guerre idéologique*, le pacifisme, a toujours eu des effets non seulement aussi catastrophiques que le premier, le bellicisme, mais *plus mortels encore*. L'ivresse *guerrière* peut éclater comme une épidémie à la veille de l'ouverture des hostilités *uniquement parce que* les capacités de résistance « biologique » de la classe ouvrière à la pression de la classe dominante, de sa force matérielle comme de ses idéologies, ont été brisées l'une après l'autre ; *parce que* une campagne systématique pour diffuser et enraciner au sein des masses les illusions de paix négociée, d'accords de coexistence entre brigands, de pactes de désarmement ou d'exclusion de certaines armes, de détente obtenue ou imposée par l'appel à la « raison » et au dialogue, ou encore l'illusion « de gauche » d'une Europe unie dans la résistance du pot de terre contre les pots de fer, *lui a préparé le terrain*.

Il y a pire. L'ivresse *guerrière* se dissipe tôt ou tard au contact des réalités tragiques de la guerre. Le pacifisme béant, le rêve poltron du désarmement *restent*, parce qu'ils s'appuient sur des réactions instinctives qui reflètent non la force mais la peur, non la combativité mais la *fuite devant la lutte*. Avant l'éclatement du conflit, ces illusions et mirages sont — et peu importe que leurs propagateurs en aient conscience ou non — l'instrument nécessaire *du désarmement non des Etats, mais des prolétaires de tous les Etats*, l'instrument qui permet

de les livrer, désarmés et résignés, au dieu de la guerre.

Pendant et après le conflit, ils sont l'opium administré aux victimes du massacre pour les empêcher d'y mettre fin *en détruisant ses racines*, en frappant au cœur le mode de production capitaliste, la société bourgeoise et l'Etat qui protège son existence.

Les conditions *objectives* d'une guerre générale — et une guerre ne sera générale que si elle a son épicerie en Europe — ne sont pas encore mûres, et elles ne peuvent l'être à brève échéance. Mais, face à un ennemi coriace, il n'y a pas une minute à perdre : c'est dès maintenant qu'il faut combattre inlassablement *aussi bien* la propagande de *mobilisation psychologique* pour la guerre, que la propagande de *démobilisation politique et sociale* des grandes masses sous le drapeau de la « paix », au son des berceuses évangéliques et humanistes « européennes » ou nationales. C'est seulement en menant à fond ce travail difficile mais vital de *démystification systématique* qu'il sera possible de canaliser l'inévitable révolte contre la énième boucherie impérialiste dans la voie du défaitisme révolutionnaire et de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile — la seule voie qui rende cette révolte féconde.

Cette tâche gigantesque ne peut pas se limiter à opposer aux thèses de l'adversaire les innombrables arguments de la critique marxiste. Elle doit *aussi* imprégner chaque épisode de la lutte immédiate et revendicative de la classe ouvrière, afin d'affaiblir et de briser les liens que l'opportunisme a tissés et tisse inlassablement pour attacher les ouvriers aux intérêts de l'économie nationale et de son Etat ; afin de tisser de l'inverse patiemment la toile d'une véritable solidarité de tous les exploités et d'une organisation de défense de leurs intérêts de classe aujourd'hui, d'attaque contre l'ordre bourgeois demain. Cette tâche formidable et essentielle incombe avant tout aux jeunes générations prolétariennes.

A la mobilisation belliciste, à la démobilisation pacifiste *qui la sert*, le communisme doit opposer la *mobilisation de la classe pour la préparation de la révolution prolétarienne*.

L'ennemi principal du prolétariat français

(Suite de la page 1)

diatement dépêché des bâtiments de guerre dans le golfe de Gabès (sept au total semblait-il, dont un croiseur lance-missiles et des sous-marins). Officiellement, c'est pour protéger l'acheminement du pétrole contre des menaces libyennes. Mais c'est sans doute surtout pour parer à des risques de sabotage des installations et pour intimider les populations locales, dont la haine à l'égard de l'impérialisme français n'a pas tari et ne

peut que grandir, surtout depuis la répression du 26 janvier dont il est largement responsable. Naturellement selon la propagande officielle, l'« aide militaire française serait bien accueillie par tout le monde » ! C'est aussi la mise en état d'alerte d'un régiment professionnel de la 11^e division parachutiste et l'envoi sur place d'avions de transport Transall et d'hélicoptères de manœuvre. Selon le gaulliste Michel Jobert, des hélicoptères et des avions de combat français seraient directement intervenus dans le conflit.

L'Humanité du 31 janvier s'indigne du « rôle de gendarme » joué par la France, pourtant de nature si paisible et si pacifique comme chacun sait. Mais le numéro du 1^{er} février explique la cause de cette vertueuse indignation : si Giscard envoie ses spadassins au Maghreb, c'est seulement en tant que vassal de l'impérialisme américain. Comme si l'impérialisme français n'avait pas assez de motifs, lui qui tient toujours la *première place impérialiste* au Maghreb et qui tient une bonne partie de l'Afrique noire en véritable *chasse gardée*, pour intervenir en première personne dans la région ! Comme si l'impérialisme français n'était pas intéressé directement — même si d'autres le sont aussi — pour une série de raisons — pétrolières, militaires, mais aussi sociales — à la stabilité de l'aire arabe tout entière.

Sinon, comment expliquer que le Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale soit intervenu, comme le révèle *Le Point* du 28 janvier, pour organiser, en doublant les Américains eux-mêmes, l'attaque de la mosquée de La Mecque aux mains des insurgés ? Au nom de l'« assistance antiterroriste à l'Etat en danger », ce dont se félicite cet hebdomadaire, qui révèle par ailleurs qu'il s'agissait bien d'une véritable insurrection qui a paralysé l'armée, et dont le bilan serait effarant : 5.000 morts...

Naturellement le PCF ne met pas en cause l'impérialisme français lui-même, mais *une* de ses politiques au nom d'une autre, qu'il veut plus indépendante. Qu'il explique donc,

lui qui était au gouvernement en 1945 et a participé à la répression des émeutes algériennes au nom de la lutte contre le « nazisme », comment un capitalisme peut avoir des intérêts internationaux, ce qui est inévitable pour les grands Etats, sans s'en faire le gendarme ? Mais d'autres courants soit-disant d'extrême-gauche reprennent la même « analyse » ; en sous-estimant la responsabilité directe de l'impérialisme français au Maghreb, ils sous-estiment en conséquence *la responsabilité du prolétariat français dans la lutte contre ces crimes impérialistes*, lutte qui est une condition *sine qua non* de l'unification des prolétaires français avec leurs frères de classe, tant des autres pays impérialistes que des continents opprimés.

De quoi ont parlé Giscard et Ben Yahia lorsqu'ils ont évoqué le « problème de l'immigration algérienne » dans leurs entretiens récents ? Sans doute les marchands d'esclaves algériens cherchent-ils à conserver une bonne source de devises, la plus juteuse après le pétrole et le gaz : « leurs » travailleurs immigrés. Mais ils ont également montré à l'impérialisme français l'intérêt qu'il a à ce que l'immigration ne soit pas jetée trop brutalement dehors, ce qui présenterait un risque d'explosion sociale : d'abord parce que de larges masses de la population ouvrière et paysanne d'Algérie vivent des salaires payés en France, mais aussi parce que le rattachement des militants ouvriers combattifs aurait tôt fait de cristalliser sur place le mécontentement populaire. C'est sans doute ce qu'en termes diplomatiques les uns et les autres appellent « les liens d'intérêt mutuel et de confiance réciproque forgés par l'histoire ».

En tout cas, la conclusion que le prolétariat doit tirer est claire : lutte sans merci contre l'impérialisme français et ses crimes en Afrique, au Moyen-Orient et ailleurs ! Lutte à mort contre les partis social-impérialistes, « socialistes » en paroles, impérialistes en fait ! Lutte commune de la classe ouvrière des deux rives de la Méditerranée contre l'ennemi commun pour la dictature internationale du prolétariat !

Austérité et militarisme

(Suite de la page 1)

même a reconnu que certains produits élémentaires sont introuvables : savon, pâte dentifrice, brosses à dent, fil, aiguilles, poudre détergente, et même des médicaments. La crise du logement s'est encore aggravée : la construction s'est ralentie ces dernières années et le nombre des logements construits chaque année reste inférieur au nombre des mariages. Il est difficile de mesurer l'impact de l'embargo que Carter a décidé de mettre sur les 17 millions de tonnes de céréales que les Russes avaient commandées pour leur être livrées d'ici au 30 septembre 1980, mais il est certain que si le ravitaillement devenait précaire, il pourrait y avoir des répercussions violentes comme celles qu'a connues la Pologne en 1970. En 1962, à Novotcherkassk, rappelle B. Kerblay, la troupe avait été engagée pour réprimer une émeute à la suite de difficultés d'approvisionnement en viande. C'est pourquoi, ajoute-t-il, les pouvoirs publics, qui redoutent les manifestations ouvrières plus que les intellectuels dissidents, n'ont pas hésité ces dernières années à payer une facture de quelques deux milliards de dollars pour maintenir le niveau alimentaire des grands centres industriels. En fait il s'agit là d'une misère.

Un chapitre sur lequel les dirigeants russes ne lésinent pas, ce sont les dépenses militaires. On ignore toujours quel est le poids exact du budget militaire. Le chiffre officiel est de 17,5 milliards de roubles, soit 110 milliards de francs. Il ne recouvre qu'une partie des dépenses réelles. Selon les estimations, il a été trois fois plus élevé — entre 40 et 60 milliards de roubles — soit entre 11 et 15 % du PNB.

Austérité d'un côté, accroissement des dépenses militaires de l'autre : ce qui vaut pour les pays impérialistes de l'Ouest vaut pour les pays impérialistes de l'Est.

En URSS aussi, la bourgeoisie prépare la guerre. En URSS aussi, le prolétariat doit préparer la révolution.

Réunions publiques

● A ANGERS

Le dimanche 17 février,
à 14 h 30,
Salle des Cours municipaux,
Place St-Eloi.

**Solidarité de classe
contre l'offensive
anti-immigrés :**

**Pour une riposte
prolétarienn
à l'attaque capitaliste**

● A LILLE

Le vendredi 15 février,
à 19 h,
à l'I.L.E.P., 1, place Georges
LYON

**De la Troisième Internationale
à aujourd'hui : Nécessité du
Parti communiste mondial**

La perspective du « Front prolétarien » aujourd'hui

Dans un précédent article (*Le Prolétaire* n° 305), nous avons rappelé, contre toutes les caricatures et les déviations, le sens du mot d'ordre de *Front unique* lancé par l'Internationale en 1921-22, et le combat de notre courant pour défendre cette perspective de *guerre de classe* et en préciser les conditions d'application, contre toutes les interprétations laxistes et contraires à son esprit et à son but initial.

Aujourd'hui, sans doute, les conditions ont bien changé. Plus, ou pas encore, de forces internationales regroupées en un parti mondial — même avec toutes les insuffisances des partis adhérents à l'Internationale — pour diriger les masses vers la révolution mondiale, en prenant appui sur leurs besoins immédiats. Plus, ou pas encore, de larges batailles de masse sur des objectifs prolétariens. Plus, ou pas encore, d'habitudes minimum de lutte sans compromis, et de vie de classe, même élémentaire, dans les quartiers ouvriers.

Mais en revanche, une crise économique ouverte depuis 73, et une offensive générale de toutes les bourgeoisies — sur les salaires, l'emploi, le temps de travail, la liberté d'organisation, le droit de grève — offensive qui touche même des catégories ouvrières jadis relativement favorisées, et qui met l'ensemble du prolétariat dans une situation critique. Un front uni bien constitué, lui, celui de la bourgeoisie et de l'opportunisme, un opportunisme encore plus contre-révolutionnaire que la social-démocratie des années 20, et qui a hérité de l'Internationale léniniste le sens de la centralisation et de la discipline — même caricaturées et déformées — des appareils capables d'encadrer la classe ouvrière, et qui a mis cette arme au service de la bourgeoisie : qu'on pense par exemple à la réunification CGT-CGTU de 36, qui a apporté dans la corbeille de noces du réformisme triomphant le cadeau de l'appareil relativement discipliné d'un syndicat relié au parti...

La perspective du front prolétarien a toujours été à l'horizon de notre activité extérieure, même lorsque l'état pré-embryonnaire du parti et le niveau extrêmement bas des luttes de la classe empêchaient d'en faire autre chose qu'un repère théorique. Dans *l'Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste* de 1949, nous esquissons déjà cette perspective : nous montrions le besoin pour le parti en voie de reconstitution, de suivre les réactions, même sporadiques et passagères, à l'encadrement stalinien, et de tendre à les exploiter non seulement pour conquérir de nouveaux militants intégralement acquis à la vision du parti, mais même pour orienter des énergies plus éphémères ou moins conséquentes vers une reprise de la lutte sur des bases de classe.

Avec la crise mondiale, malgré le retard considérable des réactions prolétariennes, surtout dans les pays capitalistes développés, et la faible développement du parti, cette perspective est devenue plus concrète, et nous impose un travail dont les conditions ont été dégagées avec une précision croissante dans une série d'articles et de documents internes. Comme nous l'écrivions dans un article de mars 76 (1), « il est certain

qu'aujourd'hui, les conditions d'une mobilisation générale font défaut, tant au niveau des organisations nationales de la classe qu'au niveau de la base. Mais il existe les conditions pour une propagande et une agitation au sein de la classe ouvrière, organisée ou non, en faveur du principe de cette mobilisation, de sa nécessité objective, de l'exigence d'en préparer les prémisses ».

Malgré le retard, d'ailleurs, la tendance au regroupement prolétarien par dessus les limites de catégories, la concurrence des boutiques syndicales et politiques, a connu dans le prolétariat un petit réveil international : elle a donné naissance aux divers comités, coordinations ou collectifs nés en marge des organismes opportunistes officiels et quelquefois explicitement contre eux : comme, avec de grandes différences, le Comité de Coordination des foyers de travailleurs immigrés, le Collectif de Garges ou le regroupement des cheminots analysés dans ce même numéro, en France, le Collectif des travailleurs hospitaliers, puis dans une moindre mesure le Comité national contre les licenciements en Italie.

Par rapport à la période de 1920, cependant, les « limites » de la manœuvre tactique dans la perspective du Front unique ont été encore réduites par le développement historique. Surtout, il n'est plus possible de lancer, même pour des actions limitées, des appels aux directions opportunistes des syndicats actuels. Ce serait nourrir encore l'illusion, entretenue par tous les centristes, que ces forces pourraient être poussées dans une direction classiste, et masquer aux avant-gardes ouvrières l'ampleur de la tâche nécessaire de reconstitution des associations ouvrières, tâche pour laquelle les appareils actuels ne peuvent être que des obstacles, et non des points d'appui. En revanche, il nous importe toujours autant de porter la bataille à l'intérieur (comme à l'extérieur) des syndicats, et d'intervenir pour que les objectifs et les méthodes de classe y soient appliqués, malgré les directions actuelles de ces organismes et contre elles.

Dans nos interventions dans les tentatives de regroupements ouvriers extra- ou inter-syndicaux, il faut nous prémunir contre deux erreurs : surestimer les organismes embryonnaires actuels, et leur capacité de maintenir seuls, ou même avec l'aide et l'influence du parti, la poussée de classe dont ils ont été l'expression à un niveau constant, ou constamment en progrès. L'autre erreur serait de ne voir dans les tendances actuelles qu'un pur « laboratoire expérimental » de la reprise de classe, sans lien aucun avec la reprise future, et donc utilisables pour le seul renforcement du parti, comme une sorte de gymnastique préparatoire, d'en déduire une attitude excessive de retrait et d'observation, en attendant que la constitution d'un front prolétarien sur une large échelle soit de nouveau à l'ordre du jour.

Ce serait en effet une erreur théorique que de lier l'activité du parti au sort de tel ou tel organisme particulier, de faire du Comité ou du Collectif, surtout limité localement et né pour remplir des tâches momentanées, une sorte de fétiche. Ce serait aussi une erreur d'appréciation d'ériger leurs formes et leurs fonctionnements actuels —

souvent défectueux, même par rapport aux buts limités qu'ils se donnent — en un modèle définitif que toutes les autres poussées de lutte devraient reproduire.

Reste que nous devons être attentifs, d'abord au contenu réel de ces organismes (qui ne correspondent pas toujours à la plateforme proclamée), mais aussi à leurs formes organisationnelles ; que nous avons notre mot à dire sur ces formes, dont certaines favorisent incontestablement un regroupement plus large, une consistance plus solide et des perspectives plus globales — ce que nous devons aider à déterminer selon les exigences du moment : une organisation plus étendue, tout en étant par principe à encourager, peut être disproportionnée par rapport aux forces et au travail réels, et devenir ainsi, volontairement ou involontairement, un facteur de sabotage d'un effort de liaison en cours de consolidation. Il importe, du point de vue pratique comme dans la perspective de l'ensemble de nos tâches de parti, de ne pas perdre dans ce travail le sens des proportions.

Mais nous avons aussi la responsabilité dès aujourd'hui d'insister sur le besoin d'un minimum d'organisation de ces regroupements prolétariens, organisation sans laquelle les premiers pas des mouvements existants vers l'autonomie par rapport à l'opportunisme resteraient stériles et sans suite. C'est précisément quand se dessine cette ébauche d'organisation, et surtout de liaison d'entreprise, de catégorie, de catégorie à catégorie, que l'opportunisme montre les dents. C'est le pas que refusent de franchir les groupes d'extrême-gauche, après avoir exagérément exalté, il y a une dizaine d'années, toute forme de comité, au nom de la spontanéité ouvrière. Ils veulent bien se plaindre de l'opportunisme, critiquer ses « insuffisances », mais dès qu'il s'agit de concrétiser cette critique en termes d'organisation, même élémentaire, ils adoptent carrément une attitude de sabotage, et sous prétexte de l'effort nécessaire, s'appliquent à entraver tout effort de liaison, ou le dévoient dans le sens de la énème « opposition loyale » à l'intérieur des syndicats en vue de stériles marchandages bureaucratiques, en même temps qu'ils s'appliquent à éliminer toute position qui pourrait gêner le « grand frère » réformiste : c'est ce qu'on a vu dans la grève SNCF de 1976, dans la lutte des foyers de travailleurs immigrés, dans les Comités français-immigrés, pour ne citer que quelques exemples récents abordés dans notre presse en français.

Une des caractéristiques de la période actuelle est que les ouvriers combattifs qui essaient de secouer le carcan opportuniste sont souvent influencés, pour des raisons de maturation politique générale, à des groupes qui mettent à la lutte immédiate des préfabriques politiques qui l'entravent. De ce fait, les Comités et Collectifs tendent à prendre l'allure soit de cartels d'organisations, soit d'arènes politiques où les tâches immédiates du regroupement passent au second plan. D'autre part, il règne ainsi dans ces organismes une confusion paralysante et difficile à dépasser entre les tâches d'un organisme immédiat et celles d'un parti politique.

Notre action dans les organismes ouverts à tous les prolétaires, et qui tendent à se placer sur un terrain de classe ne saurait être en aucune façon confondue avec quelque rapprochement, que ce soit avec des forces politiques étrangères, ou avec la constitution de « fronts politiques » ou de cartels, auxquels nous sommes plus que jamais opposés. Elle est une « participation à la lutte prolétarienne réelle, sur un terrain qui peut être simultanément d'action commune et d'opposition réciproque » avec les autres courants, et qui suppose — c'est un principe fondamental de notre activité « extérieure » de toujours — de ne jamais compromettre l'indépendance et la physionomie programmatique et organisationnelle du parti » (2).

Il nous incombe d'essayer d'orienter l'activité des regroupements où nous pouvons intervenir régulièrement vers des tâches concrètes sur des bases de classe conséquentes (ce qui ne veut pas dire forcément vers des succès immédiats, mais vers des luttes qui répondent à la fois aux besoins matériels et au besoin d'unification de la classe). Il n'est pas question de bannir les débats politiques, ou de maintenir les Comités dans une « neutralité » illusoire et parfaitement artificielle : peut-on, par exemple, faire la lutte contre les discriminations et contre le contrôle de l'immigration sans toucher au rôle de l'impérialisme ? Mais il faut essayer de faire en sorte que ces questions soient tranchées en rapport avec les tâches réelles et sur la base des besoins de la lutte, ce qui est l'esprit même du mot d'ordre de front unique, la base de la propagande indirecte que le parti peut ainsi mener à travers son intervention sur le terrain immédiat.

Aujourd'hui, donc, si les conditions d'une mobilisation générale font encore défaut, nous devons reconnaître comme un pas dans la direction du front prolétarien les *tendances de classe* qui se manifestent dans les luttes immédiates ; y défendre contre toute tentative de main tendue à l'opportunisme la nécessité de revendications unifiantes et de méthodes de classe, antilégitaires et anticollaborationnistes ; les pousser dans le sens de la plus grande ouverture, par exemple en combattant les positions qui mettent à ce regroupement des obstacles artificiels, comme l'antisindicalisme de principe, ou les oppositions, faite en Italie par l'Autonomie Ouvrière, entre ouvriers « garantis » et « non garantis », ou la proposition de préalables programmatiques tendant à en faire de pseudo-noyaux de partis ; contribuer aux efforts de ces organismes pour se donner les moyens de remplir leurs tâches sans s'en remettre à des appareils qui les trahiraient nécessairement. Il n'est certes pas question de présenter ces efforts de convergence entre des noyaux d'ouvriers combattifs comme la forme définitive de l'associationnisme ouvrier de demain, mais il n'est pas trop tôt pour en préparer les bases.

(1) « Le sens de notre activité extérieure », *Le Prolétaire* n° 214.

(2) « Thèses de Rome », dans *Défense de la continuité du programme communiste*, Editions Programme communiste, p. 48.

L'Iran à la recherche de la « non-contradiction »

(Suite de la page 1)

aussi les faits ont travaillé : l'étalage de l'Islam et des mollahs a été trop voyant pour ne pas entamer dans une certaine mesure l'efficacité de la religion, notamment à travers le parti républicain islamique qui s'est opposé à tout effort d'organisation indépendante de la classe ouvrière. Aussi faut-il que la hiérarchie religieuse se fasse plus discrète, de même que le parti républicain. Ils seront encore plus utiles, assurément, mais, « il faut rénover la religion, sinon la révolution échouera » assure Bani Sadr.

Gageons que même l'Islam rénové ne pourra à la longue empêcher que les puissantes contradictions sociales qui secouent la société capitaliste ne viennent à bout de cette soit-disant « dialectique de la non-contradiction » qu'en toute modestie philosophique, Bani Sadr a découverte : éternelle bourgeoisie !

Souscription permanente

LISTE N° 1

Bordeaux : 104 F ; Grenoble : 169,35 F ; Strasbourg : 1.952 F ; Valence : 100 F ; Paris : 1.875 F ; Angers : 57,50 F ; Lille : 1.130 F ; Lyon : 190 F ; Paris, salut aux directeurs-gérants en retraite : 1.000 F.

TOTAL : 6.577,85 F.

Efforts de regroupement prolétarien chez les cheminots

Bourgeois et réformistes de tout poil communient désormais dans la même crainte de voir naître de la crise du système capitaliste un réveil et une généralisation des réactions prolétariennes. Chacun à sa façon sait bien que la restructuration capitaliste fait peser sur le prolétariat une surexploitation qui devra nécessairement provoquer de sa part des explosions de colère et de haine contre la voracité des exploiters.

Les tentatives de réaction de la classe se heurtent cependant encore à des obstacles formidables, produits par cinquante années de contre-révolution, d'écrasement politique du prolétariat et de destruction de toute vie de classe organisée.

D'une part, les travailleurs poussés à la révolte par la crise physique le handicap terrible de la division physique de la classe, de l'absence d'organisation, de liens qui puissent véhiculer dans les rangs ouvriers et locaux, les informations sur les luttes en cours et un minimum de solidarité de classe.

D'autre part, la reprise de la lutte prolétarienne se heurte aussi aux vides créés dans la mémoire collective de la classe par les contre-révolutionnaires professionnels sociaux-démocrates et stalinien. Faute de pouvoir s'arracher de principes de lutte prolétariens et de méthodes de classe qui donnent aux tentatives de résistance ouvrière à la crise un caractère non pas épisodique, dispersé, local, mais au contraire une véritable dimension de classe, les noyaux d'ouvriers

combattifs risquent de s'essouffler dans de généraux mais inépuisables coups de boutoir, et de voir leurs luttes défigurées et stérilisées par le chauvinisme, le productivisme, le sectarisme syndical, la division catégorielle et l'interclassisme.

Notre parti salue avec ferveur et suit avec anxiété l'apparition de groupes de prolétaires qui tentent de surmonter, à partir du terrain des luttes immédiates, la division des rangs prolétariens et d'éviter les écueils de la collaboration de classe ; il encourage et appuie leur développement. Nous avons parlé dans le numéro précédent de ce journal du Collectif de Garges contre les lois anti-immigrés, du Comité national de lutte contre les licenciements en Italie. Quelle que soit la portée immédiate de tels organismes, sans doute très fragiles, l'expérience qu'ils apportent est du plus grand intérêt pour tous les prolétaires combattifs. De leurs enseignements dépend la possibilité de faire mieux demain et à plus grande échelle.

Chez les cheminots sont également apparus récemment des groupes de prolétaires qui essaient, à travers la publication de petits journaux, d'insuffler parmi leurs camarades certains principes élémentaires de la lutte prolétarienne ; en tirant le bilan des grèves, en expliquant le sens de certaines revendications communes à tous (lutte contre la restructuration, la suppression de postes, les menaces de licenciements, la répression, etc.) et en appelant à la constitution de liens

directs entre les travailleurs des différents dépôts. C'est dans ce sens que travaille le groupe constitué autour du journal « *Le fer est chaud* » sur la ligne Sud-Est, qui se prononce explicitement, comme le dit le sous-titre du journal, « Pour un syndicalisme de lutte de classe ».

Ces travailleurs se donnent pour objectif de combattre les capitulations des bureaucrates syndicaux, leur soumission à une orientation « électoraliste » et parlementaire, leurs principes de conciliation et de soumission de la lutte à la fameuse « négociation ». Ces camarades affirment justement que le réformisme syndical n'est pas le fruit « d'erreurs » des dirigeants traités, mais bien le résultat « d'une stratégie des luttes conscientes ». D'autre part ils refusent la vision des centristes type LCR, OCI, qui comme à Rouen développent une intense propagande pour appeler les cheminots à « pousser » les bureaucrates à prendre leurs responsabilités... pour appeler à la grève générale (rien de moins !), comme si les réformistes ne pouvaient poursuivre leur sabotage même dans une « grève générale ».

Contre l'attitude défaitiste et de démission des syndicats, contre leur pratique systématique de division, « *Le fer est chaud* » appelle à préparer une grève nationale reconductible en A.G. de tous les cheminots, jusqu'à satisfaction de leurs revendications, une grève dirigée par un Comité de grève élu,

(Suite page 4.)

La lutte des lycéens contre la circulaire Beullac

La mobilisation qui se développe dans de nombreux LEP (Lycées d'enseignement professionnel) contre la circulaire Beullac est une confirmation pleine d'enseignements sur le rôle de la jeunesse ouvrière scolarisée dans la future reprise de la lutte sociale à grande échelle, mais aussi une énième confirmation de la nature petite-bourgeoise des groupes d'« extrême gauche » engagés dans la lutte, de leur total aplatissement devant les principes défendus par le réformisme, ainsi que du rôle de ce dernier comme défenseur enrégimenté du capitalisme.

Que sont les « stages Beullac » ? C'est l'obligation pour les élèves des LEP — 30.000 dans un premier temps — d'effectuer pendant 4 à 10 semaines un travail NON PAYÉ en entreprise, sans droit d'organisation, ce qui est un avantage non négligeable pour la bourgeoisie quand on sait qu'à Dieppe par exemple, ce sont les stagiaires qui ont remplacé les grévistes dans une usine. Cette mesure répond au besoin pour la bourgeoisie d'utiliser une main-d'œuvre gratuite et malléable, mais aussi de compléter la discipline de caserne existant dans la plupart des LEP (où le travail en atelier ne diffère en rien de celui de l'usine et où l'encadrement est assuré très souvent par d'anciens chefs d'atelier) par l'apprentissage le plus tôt possible de la « mentalité industrielle permettant au patronat de réussir sa restructuration » (commentaire de la Vie Française sur les stages allemands). Dans la pratique, donc, les « stages Beullac » constituent une aggravation des conditions de vie et de travail de la jeunesse ouvrière scolarisée dans le cadre d'une pression accrue sur tout le prolétariat et c'est pour cela et UNIQUEMENT pour cela qu'ils doivent être combattus. Ce refus ne signifie pas pour nous le refus de la lutte contre la division entre l'école et le travail, mais l'affirmation que dans cette société une telle

liaison ne peut et ne pourra déboucher que sur une aggravation de la situation déjà pénible de la jeunesse ouvrière scolarisée. Seule une société débarrassée du capitalisme permettra d'abolir toutes les divisions engendrées par le mode de production actuel, entre autres, la division entre la production et l'enseignement.

En revanche, les principes sur lesquels reposent le refus des stages par les forces politiques intervenant dans la lutte sont des principes qui n'ont rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière, de la jeunesse exploitée. Mieux, les arguments de gauchistes sont absolument les mêmes que ceux traditionnellement défendus par le PCF.

Celui-ci, par exemple dans le tract des « Jeunes Communistes » intitulé « La tête haute luttons pour un bon métier » distribué à la manifestation du 29 janvier, intensifie sa campagne ignoble aux couleurs du « Travail, Famille, Patrie, Morale », et se fait le défenseur des ignominies bourgeoises : bonne école = bonnes études = bonne formation = bon métier = beau pays !!! Il y a là l'exacerbation de la division entre travailleurs qualifiés et non qualifiés, bons et mauvais, la défense du chauvinisme et le mépris contre les chômeurs, l'idéologie réactionnaire et mensongère de la « promotion sociale » comme substitut à la lutte de classe, la subordination des intérêts des prolétaires aux intérêts du capital (« Que les jeunes aient un bon métier est conforme à l'intérêt national » PCF - Vitry). Remarquons d'ailleurs que le PCF — pour qui les stages actuels représentent une tentative de « mainmise du patronat » sur l'école, comme si celle-ci pouvait être au-dessus des classes et échapper, sous le capitalisme, à la dictature de la bourgeoisie ! — révèle d'ailleurs, à travers ses mensonges, pour qui il travaille en fait, quand il

défend l'idée de stages « démocratiques » bien sûr, mais... non payés !

Mainmise du patronat sur l'école, c'est aussi le cri d'horreur poussé par Lutte ouvrière qui, à travers Ceux du Technique, s'indigne que les stages « n'améliorent pas d'un pouce notre enseignement » (tract du 29 janvier) et « qu'il n'y ait pas assez de culture générale à l'école », car pour ces gens « la culture et la compréhension du monde, c'est à l'école qu'elles s'acquiescent » !!!

En ce qui concerne l'OCI, ses principes ne diffèrent en rien de ceux des autres. Seulement, prenant appui sur une longue expérience de magouilles, elle a réussi, au moment où le besoin d'une coordination des LEP était largement ressenti, à diviser le mouvement à travers un Comité de grève bidon et, ce qui est le plus désastreux, à mettre des préalables politiques à l'organisation de lutte des lycéens.

Quant à la LCR et ses JCR, elles protestent contre « le démantèlement du service public » (Rouge du 1^{er} février) et elles vont jusqu'à dire que les stages c'est « faire de nous des OS [on imagine tout de suite la gueule du petit bourgeois tremblant à l'idée d'être OS] ou des ouvriers qualifiés sans diplôme donc sous-payés ». Si on lit bien, ces gens veulent dire qu'au lieu de faire grève, de lutter pour la défense de son salaire, il vaut mieux pour les ouvriers avoir un bon diplôme ! Les OS, les non-qualifiés à la poubelle, vive les bons ouvriers, les balaises, les diplômés. Et ça se dit révolutionnaire !

Comme on peut le voir, les principes qui animent l'« extrême gauche » ne sont en rien différents de ceux que défend le PC.

Ce qui doit être applaudi et encouragé dans cette lutte, c'est la révolte prolétarienne, non la défense de fétiches bourgeois et petits-bourgeois vers laquelle on essaie de la dévier.

Vie du Parti

Réunion publique à Créteil

Le samedi 12 janvier a eu lieu une réunion-débat à Créteil sur le sujet : « Contre l'offensive de la bourgeoisie et les capitulations de la gauche, pour la défense du prolétariat et la révolution communiste ».

L'exposé, dense et détaillé, a développé dans une première partie comment la marche inexorable des déséquilibres qui secouent de plus en plus le monde capitaliste, avec d'une part les tensions internationales accrues, de l'autre la pression grandissante du capital sur le prolétariat et les masses laborieuses du monde entier, ainsi que le lent réveil des luttes prolétariennes, était une confirmation de la sûre prévision marxiste condamnant toute illusion sur la possibilité d'une fraternité entre les classes et d'une paix entre les Etats.

L'exposé a fait ensuite la critique des programmes avancés par les différents courants de l'opportunisme politique et syndical officiel, avec leur œuvre néfaste de désarmement et de paralysie politiques et organisationnelles des masses prolétariennes, ainsi que la critique des principaux représentants du gauchisme, et de leur trajectoire depuis une dizaine d'années.

La dernière partie a développé les perspectives de notre mouvement dans le domaine politique, tactique et organisationnel, dans la lutte pour la préparation du prolétariat et de son parti à leur mission historique.

L'exposé a été suivi d'un débat au cours duquel a été réitérée l'idée défective et contre-révolutionnaire selon laquelle, si la guerre impérialiste éclatait, le prolétariat ne pourrait pas la transformer en guerre civile pour la révolution. On est revenu aussi sur ce qui distingue l'intervention des communistes dans les luttes immédiates du prolétariat.

Efforts de regroupement prolétarien chez les cheminots

(Suite de la page 1)

à jeter les fondations d'une nouvelle stratégie syndicale de lutte de classe ».

Il nous semble cependant que ces tentatives de regroupements prolétariens, qui tendent à conquérir leur indépendance par rapport aux directions opportunistes, seront nécessairement amenés à trancher un certain nombre d'épineux problèmes d'orientation. Ainsi le besoin de briser le carcan étouffant des structures syndicales archi-sclérosées, dépourvues d'une quelconque vie de classe, peut pousser ces travailleurs soit à tenter de recréer de nouvelles organisations, soit à entreprendre un travail de Sisyphe pour reconquérir la direction des syndicats actuels en chassant les directions traîtres.

Nous pensons pour notre part qu'il est aujourd'hui prématuré de se donner comme objectif central aussi bien la « reconquête » des syndicats actuels que la création d'organisations alternatives. Pour pouvoir appeler à la reconquête des syndicats (CGT-CFDT), il faudrait que les travailleurs soient au préalable organisés en tendance centralisée disposant d'un programme d'action s'appuyant sur des principes clairs, et aient déjà acquis à ces principes des masses significatives de prolétaires, et ceci durablement, de façon à pouvoir casser complètement les structures actuelles des syndicats sans subir les contre-coups de la résistance des bonzes. De même il serait prématuré de recréer aujourd'hui de nouvelles organisations, alors que la masse des prolétaires est encore sous

la botte de l'opportunisme, et que « sortir des syndicats » signifie en clair ne pas porter le combat contre l'opportunisme dans l'arène même où il sévit avant tout, les centrales syndicales. L'une et l'autre de ces hypothèses exigent comme condition un puissant mouvement de classe et la révolte non seulement d'une avant-garde, mais de la masse des prolétaires actifs, si l'on veut éviter une scission artificielle des rangs prolétariens.

Un autre objectif que se fixe ce groupe de cheminots, tout comme au début le Collectif de Garges, est l'objectif immédiat de la préparation de la grève générale. Naturellement, on doit toujours agiter le besoin de la grève la plus large possible, sans limitation de durée, valoriser l'arme de la grève générale. Cependant, lancer un appel à l'organisation pratique de la grève générale suppose, si l'on veut éviter que le mouvement ne tombe dans les mains de l'opportunisme, que ses initiateurs, combattant au nom de principes de lutte de classe, aient déjà abouti à un minimum d'organisation, de relais coordonnés parmi la masse des travailleurs. Ceci est indispensable pour donner à la lutte une direction centralisée qui contrôle réellement le mouvement et empêche les manœuvres opportunistes et centristes. Nous pensons que l'objectif prioritaire de ces groupes de travail doit être de militer parmi les travailleurs dans et hors des syndicats, pour promouvoir dans l'action l'utilisation la plus large des armes de lutte élémentaires de la classe (grève sans préavis ni limitation préalable de durée, piquets de grève, etc.) pour défendre avec intransigeance les principes essentiels de la lutte prolétarienne que sont la solidarité ouvrière, la recherche de l'unité par dessus les barrières

catégorielles et locales, le refus de subordonner la lutte à la négociation, etc. L'important c'est que naissent à la base des syndicats comme dans les groupes de non-syndiqués les bases de développement d'une véritable tendance de classe qui revendique comme un principe intangible la nécessité de l'organisation, de l'association collective de prolétaires, unis pour la défense des besoins communs à toute leur classe, et propres à elle seule.

Ce que nous attendons de l'apparition et du développement de ces groupes de travailleurs, c'est d'une part que commence à apparaître une brèche dans le glacis opportuniste, qui permette à travers des contacts directs entre toutes les catégories ouvrières de faire circuler l'information élémentaire sur la vie de la classe sous ses différents aspects : revendications, luttes en cours, formes de l'exploitation, préoccupations politiques, etc. De la renaissance et de l'exploitation de ces réseaux, qui ne doivent pas se limiter à telle ou telle boutique syndicale, mais mettre en rapport toutes les catégories de prolétaires, syndiqués ou non, nous attendons que puisse enfin se rompre le cycle infernal du morcellement et de la dispersion physique des rangs ouvriers. D'autre part, nous attendons surtout de ces tentatives, pourvu qu'elles se donnent des objectifs correspondant à l'état réel du rapport des forces avec l'opportunisme, qu'elles permettent l'affirmation et la diffusion dans les rangs prolétariens de principes de lutte de classe, dont l'acquisition et la défense non éphémère mais permanente sont le seul ciment capable de souder les travailleurs dans la perspective d'un vaste front de lutte prolétarien contre les attaques bourgeoises.

Vive l'unité... des larbins du capital

En 1978, l'Union de la Gauche a éclaté, parce qu'il était clair que la bourgeoisie n'avait pas encore besoin de confier les rênes de son Etat aux gens les plus à même de contenir la lutte prolétarienne. Aujourd'hui, PC et PS se partagent, entre autres, entre les deux politiques étrangères que la bourgeoisie française voudrait bien pouvoir mener simultanément. Tout cela n'empêche évidemment pas l'OCI non seulement de prôner l'unité de ces partis, mais même de la présenter comme « la condition indispensable pour l'organisation d'authentiques actions de résistance de la classe ouvrière [...] contre la hausse de prix, le chômage, [...] contre l'offensive gouvernementale et patronale » (« Lettre ouverte à François Mitterrand et à Georges Marchais » que l'OCI fait signer, publiée dans Informations ouvrières n° 833).

L'escroquerie de l'OCI, c'est de glisser sournoisement de la juste revendication de l'unité de prolétaires luttant pour leurs intérêts de classe, à leur unité avec les larbins de la bourgeoisie. L'unité qu'elle revendique, c'est en fait le meilleur moyen pour soumettre la force des prolétaires à la direction des champions du social-patriotisme et du social-impérialisme. Dans le Front Unique des contre-révolutionnaires, l'OCI finira bien par se faire accepter !

● Contre l'exclusion de la section Créteil-CTA de la CGT !

La fédération CGT des PTT a finalement dû franchir le pas et exclure 70 adhérents et le bureau de la section du Centre de Tri de Créteil. Elle vient de constituer une nouvelle section, préfabriquée, avec un bureau carrément désigné par la haute bureaucratie syndicale, haïe dans le Centre, et ce au moment où l'offensive de l'administration contre les travailleurs bat son plein. Elle avoue ainsi son échec politique dans sa tentative de gagner les travailleurs actifs à son

orientation collaborationniste.

Notre parti a immédiatement diffusé localement un tract dénonçant cette mesure et expliquant son sens antiprolétarien. Un bulletin sortira prochainement et les sections sont appelées à le diffuser dans les Centres postaux de leur ressort. Le prochain numéro du Proletaire consacra un article à cette bataille d'orientation syndicale qui, loin d'être locale, intéresse non seulement les postiers mais toute la classe prolétarienne.

● Solidarité contre la répression à Mayenne et Laval

On nous communique :

« En août 1979 une manifestation a eu lieu contre le licenciement d'un travailleur de l'entreprise RAPIDO à Mayenne, dans le cadre d'une mobilisation qui a abouti finalement à la réintégration du travailleur.

Mais c'est en janvier 1980, soit six mois après, qu'un militant qui avait participé à la manifestation d'août, Lionel, a été inculpé pour « insultes » et « violence à agent » à cette occasion.

La solidarité s'organise et un Comité de soutien appelle à des débrayages et à une manifestation le 15 février à 14 h devant le tribunal de Laval pour revendiquer la relaxe immédiate de Lionel et l'arrêt des poursuites ».

Notre entière solidarité va à ce militant et notre appui au Comité qui s'est constitué pour le défendre.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit les 11 février, 10 mars, etc., de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit les 16 février, 1^{er} et 15 mars, etc.

● A Avignon : vente aux Halles, place Ple, tous les samedis de 11 à 12 h.

● A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 17 février, 2 et 16 mars, etc.

● A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 17 février, 2, 16 et 30 mars, etc.

● Au Havre : vente le 3^e dimanche matin au marché d'Harleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 17 février, 2 et 16 mars, etc.

● A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Gambaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 17 février, 2, 16 et 30 mars, etc.

● A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 2 mars, 6 avril, etc.

● A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois, soit les 9 et 23 février, 8 et 22 mars, etc.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012, le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 17 février, 16 mars, etc.

● A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 10 et 24 février, 9 et 23 mars, etc.

● A Valence : le 3^e dimanche de chaque mois de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 17 février, 16 mars, etc.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926